

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT
PARLEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

INTEGRAAL VERSLAG
COMPTE RENDU INTÉGRAL

PLENAIRE VERGADERING VAN DINSDAG 30 APRIL 2019

SÉANCE PLÉNIÈRE DU MARDI 30 AVRIL 2019

VOORLOPIG VERSLAG

Nog niet goedgekeurd door de sprekers.
Niet citeren zonder de bron te vermelden.

COMPTE RENDU PROVISOIRE

Non encore approuvé par les orateurs.
Ne pas citer sans mentionner la source.

PRÉSIDENCE : M. CHARLES PICQUÉ, PRÉSIDENT.

- *La séance est ouverte à 14h35.*

M. le président.- Je déclare ouverte la séance plénière du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du mardi 30 avril 2019.

[105]

EXCUSÉS

M. le président.- Ont prié d'excuser leur absence :

- M. Armand De Decker ;
- Mme Jacqueline Rousseaux ;
- Mme Martine Payfa.

[107]

QUESTIONS D'ACTUALITÉ

[109]

QUESTION D'ACTUALITÉ DE M. EMMANUEL DE BOCK

À M. RUDI VERVOORT, MINISTRE-PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, CHARGÉ DES POUVOIRS LOCAUX, DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL, DE LA POLITIQUE DE LA VILLE, DES MONUMENTS ET SITES, DES AFFAIRES ÉTUDIANTES, DU TOURISME, DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE LA PROPRIÉTÉ PUBLIQUE,

ET À M. PASCAL SMET, MINISTRE DU GOUVERNEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, CHARGÉ DE LA MOBILITÉ ET DES TRAVAUX PUBLICS,

concernant "le permis d'urbanisme pour les abribus de la future ligne 37 à Uccle".

[111]

M. Emmanuel De Bock (DéFI).- Je félicite le gouvernement d'avoir augmenté l'offre de transport dans ma commune. Prendre de telles décisions n'est jamais facile, car certains estiment que l'on favorise trop la mobilité douce ou alternative, et d'autres, pas assez.

Ma question concerne les permis d'urbanisme en général et non la ligne de bus en particulier. Des riverains se sont étonnés des emplacements choisis pour installer les abribus. Leur réaction n'est pas anodine. La décision politique de supprimer des places de stationnement au profit de quais de bus ou de tram pose question. Les autorités politiques devraient toujours veiller à minimiser l'impact de tels choix, notamment sur les commerces. Dans certaines capitales, le sens des abribus a été inversé pour éviter que les personnes soient sur la rue lorsqu'elles pénètrent dans ces mêmes abribus. Il faut aussi éviter de gêner l'entrée des commerces ou des maisons, bien entendu.

Lors du conflit avec les riverains portant sur la création de la ligne 37 s'est posée la question de savoir si la STIB n'aurait pas dû demander un permis d'urbanisme pour le placement des abribus. Cette dernière a mandaté un cabinet d'avocats pour y répondre, mais nous n'avons pas reçu son rapport. La Région bruxelloise s'est également saisie de la question et un procès-verbal infractionnel visant les travaux entamés a été dressé.

Quelle est l'effectivité juridique de cette question ? L'installation ou le déplacement d'un abribus requièrent-ils un permis d'urbanisme ?

[113]

M. Rudi Vervoort, ministre-président.- Comme vous l'indiquez, M. De Bock, des travaux ont récemment été réalisés par la STIB le long de l'avenue Coghen en vue de concrétiser la création de la ligne de bus 37 reliant la gare de Linkebeek à la station Albert. Dans le cadre de ces travaux, la question de l'exigence d'un permis d'urbanisme s'est posée, car la STIB et urban.brussels - anciennement Bruxelles Urbanisme et Patrimoine - n'étaient pas d'accord quant à l'interprétation à donner à la réglementation en vigueur.

D'un point de vue juridique, le Code bruxellois de l'aménagement du territoire (Cobat) prévoit expressément qu'un permis d'urbanisme est en principe requis pour toute nouvelle construction ou installation, sauf si les actes concernés figurent sur la liste des travaux dits "de minime importance", lesquels sont donc dispensés de permis.

À ce sujet, l'actuel arrêté du 13 novembre 2008 - qui est en cours de modification -déterminant les dispenses dispose, en son article 7, que, "pour autant qu'ils n'impliquent aucune dérogation à un plan d'affectation du sol, à un règlement d'urbanisme ou à un permis de lotir, qu'ils ne constituent pas le complément de travaux soumis à permis d'urbanisme ou qu'ils ne font pas l'objet d'une répétition sur la longueur d'une voirie, les actes et travaux en voirie suivants sont dispensés de permis d'urbanisme :

- les petits travaux d'aménagement des espaces réservés aux piétons, aux cyclistes et visant l'agrandissement local de ces espaces, l'amélioration de leur aspect esthétique ou la sécurité des usagers ;
- le placement, le déplacement ou l'enlèvement des dispositifs ou éléments suivants : [...] les abris destinés aux usagers des transports en commun pour autant que leur hauteur ne dépasse pas 2,80 mètres et leurs équipements."

Telle est la réglementation actuelle. Dans le cas d'espèce, la Direction de l'urbanisme (DU) a estimé que la création de quatre nouveaux quais successifs de bus n'était pas dispensée de permis, étant donné que l'article 7 précité concernait uniquement les petits travaux d'aménagement des espaces réservés aux piétons ou aux cyclistes et visant l'agrandissement local de ces espaces, l'amélioration de leur aspect esthétique ou la sécurité des usagers, ainsi que les travaux ne faisant pas l'objet d'une répétition.

Afin de clarifier la situation, une réunion s'est tenue la semaine dernière en présence des différents protagonistes. Cela a été l'occasion de faire le point sur la situation et de permettre aux différents acteurs d'échanger. La STIB a rappelé qu'une demande de permis avait dès lors été introduite et que les travaux pouvaient se poursuivre.

[115]

Par ailleurs, dans le cadre de la réforme du Code bruxellois de l'aménagement du territoire (Cobat) et des travaux sur le nouvel arrêté dispenses, j'ai demandé qu'à l'avenir, cette question soit examinée plus en détail afin d'éviter les interprétations divergentes et de trouver un juste équilibre.

De telles procédures pourraient être, en effet, utilisées pour empêcher le déploiement de lignes de transport en commun, par ailleurs décidées. Or, l'intérêt général doit primer. Toutefois, la topographie a ses limites et c'est ce que nous préciserons dans le prochain arrêté pour éviter ce genre de désagrément. Quoi qu'il en soit, les travaux auront lieu.

(Remarques de M. Smet)

M. Emmanuel De Bock (DéFI).- M. Smet, je viendrai avec plaisir à l'inauguration, si inauguration il y a. Et j'en profite pour vous remercier d'avoir prolongé, à la suite de ma demande, la ligne Noctis 11 de Calevoet jusqu'à Linkebeek. Cette ligne répond à un réel besoin dans le quartier.

[117]

Ainsi, même lorsqu'on est un député local, on peut poser des questions d'intérêt général qui prennent aussi en compte l'intérêt des riverains. Découvrir, en rentrant de vacances, qu'un quai de bus a été construit devant chez soi ne fait pas plaisir. C'est compréhensible.

Installer quatre abribus dans l'avenue Coghén en dehors de tout cadre juridique est en effet problématique. Il faut des règles plus précises afin que chaque partie puisse s'y retrouver. À l'avenir, lors de l'aménagement de nouvelles lignes de bus, il faut favoriser la collaboration entre les riverains et la STIB pour éviter la grogne du côté des riverains et les sensibiliser davantage à l'intérêt général.

[119]

ACTUALITEITSVRAAG VAN MEVROUW BRIGITTE GROUWELS

AAN DE HEER RUDI VERVOORT, MINISTER-PRESIDENT VAN DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING, BELAST MET PLAATSELIJKE BESTUREN, TERRITORIALE ONTWIKKELING, STEDELIJK BELEID, MONUMENTEN EN LANDSCHAPPEN, STUDENTENAANGELEGENHEDEN, TOERISME, OPENBAAR AMBT, WETENSCHAPPELIJK ONDERZOEK EN OPENBARE NETHEID,

betreffende "de aangekondigde aanwerving van 13 buurtregisseurs in de politiezone Brussel Hoofdstad Elsene".

[121]

Mevrouw Brigitte Grouwels (CD&V).- Onlangs was in de pers te lezen dat de politiezone Brussel-Hoofdstad / Elsene voor haar dertien wijkcommissariaten een buurtregisseur heeft aangeworven. Volgens de

woordvoerder van de politie gaat het om een persoon die toegewezen wordt aan de wijk en die instaat voor het contact, niet alleen met de burgers, maar ook met de verenigingen en met andere partners in die wijk.

Onlangs konden we in de pers ook vernemen dat de politiezone Brussel-Hoofdstad / Elsene extra zal investeren in de aanschaf van camera's. Dat verheugt de CD&V-fractie in grote mate. Wij geloven echt dat de veiligheid van de Brusselaars begint in de wijken. De aanwerving van mensen die de opdracht krijgen om daar mee voor te zorgen, evenals de aanwezigheid van camera's zullen de veiligheid en ook het veiligheidsgevoel bevorderen.

Is het gewest betrokken bij dit initiatief? Overweegt u om de overige vijf politiezones aan te moedigen hetzelfde initiatief te nemen?

Zullen de nieuwe buurtregisseurs een rol spelen bij de uitbouw van nieuwe buurtinformatienetwerken (BIN's)? Dat zijn informatienetwerken waarbij de burgers betrokken worden. Een buurtregisseur in de wijk kan effectief een interessant aanspreekpunt zijn voor de burgers. Hij kan de informatie immers doorgeven. Dit zou de uitgelezen procedure kunnen worden.

[123]

Brussel-Stad koopt extra camera's aan. Worden die aangesloten op het gewestelijke videoplatform? De legislatuur zit erop, dus misschien kunt u over dat bijzondere project van het Brussels Gewest de balans opmaken.

[125]

De heer Rudi Vervoort, minister-president.- De aanwerving van buurtregisseurs is een louter lokaal initiatief van de betrokken politiezone. Momenteel loopt het nog als proefproject, dat in 2019 zijn beslag moet krijgen. Nadien wordt het geëvalueerd.

Wij zijn niet rechtstreeks bij het project betrokken, maar zullen het samen met de politiezone van nabij opvolgen. Indien het resultaat positief is, kunnen we het eerst in de politiezone Brussel-Hoofdstad / Elsene introduceren en later ook in de andere politiezones.

De buurtregisseur kan inderdaad een rol spelen als gesprekspartner bij de buurtinformatienetwerken (BIN's) binnen de betrokken zone. Over de camerabeelden zijn de besprekingen nog aan de gang. Het is de bedoeling dat die beelden in het nieuwe gewestelijke commandocentrum beschikbaar zullen zijn. We werken daaraan met de politiezone in kwestie. We staan er alleszins positief tegenover en waarschijnlijk zal het systeem ook wel werken in de overige politiezones.

Mevrouw Brigitte Grouwels (CD&V).- De regeerperiode loopt ten einde. U had zich sterk gemaakt dat het videoplatform tegen het einde van de regeerperiode klaar zou zijn.

[131]

Ik duw de CD&V-lijst om mijn jonge collega's te steunen, zodat de kans groot is dat dit vandaag de laatste keer is dat ik u over dit project kan ondervragen. Al weet je maar nooit... Misschien is dit voor u wel een opluchting, maar er zijn natuurlijk nog andere manieren om dit dossier op te volgen.

De CD&V gelooft sterk in het project van de buurtregisseurs. We hebben altijd verwezen naar de Nederlandse stadsmariniers die heel wat betekend hebben en nog altijd betekenen voor de veiligheid in

bepaalde grotestadswijken.

Wij rekenen erop dat dit prima initiatief van politiezone Brussel-Hoofdstad / Elsene gerealiseerd wordt.

[133]

ACTUALITEITSVRAAG VAN DE HEER PAUL DELVA

**AAN DE HEER PASCAL SMET, MINISTER VAN DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE
REGERING, BELAST MET MOBILITEIT EN OPENBARE WERKEN,**

betreffende "de aangekondigde inrichting van beschermde fietspaden langs de Belliardstraat".

[135]

De heer Paul Delva (CD&V).- Afgelopen weekend is de aanleg van twee fietspaden, één in elke rijrichting, in de Belliardstraat van start gegaan. De bedoeling is om het aantal rijstroken voor auto's te verminderen van vijf naar vier. Tijdens de werkzaamheden zelf wordt het aantal rijstroken beperkt tot drie.

Waren de werkzaamheden al langer gepland? Hoe hebt u daarover gecommuniceerd? Ik was er niet van op de hoogte, al sta ik wel achter het project.

Hoelang zal het werk duren? De impact op het verkeer is namelijk enorm. Klopt het dat de werken maar een drietal weekends zullen duren?

Uiteindelijk zullen er betonblokken worden geplaatst tussen de auto's en de fietsers. Dat is heel veilig, maar niet zo esthetisch. Is dat een definitief project of een tijdelijke ingreep? Wat is het vervolg van de timing?

De Belliardstraat wordt zowel door auto's, fietsers als wandelaars gebruikt. De voetpaden in de Belliardstraat liggen er op sommige plaatsen erbarmelijk bij. Maken de voetpaden ook deel uit van het project tot herinrichting van de Belliardstraat?

Hebt u de impact kunnen berekenen op de doorstroming van de auto's in de Belliardstraat? Hebt u simulaties kunnen maken?

[137]

De heer Pascal Smet, minister.- De Brusselse regering besliste drie jaar geleden om de aanleg van de fietspaden op te nemen in haar Fietsplan 2020. Een jaar later waren er al plannen om met de werken te beginnen. Op dat moment moest Sibelga echter nog een aantal noodzakelijke werkzaamheden in de Belliardstraat uitvoeren, die twee zomers in beslag hebben genomen. Daardoor moest de aanleg van de fietspaden worden uitgesteld. Vervolgens begonnen de problemen met de tunnels, waarop er werd aangedrongen om in de Belliardstraat geen nieuwe werf op te starten.

Dat is nu allemaal achter de rug en ik was de plannen voor de fietspaden zeker niet uit het oog verloren. Ik heb met opzet niet te veel ruchtbaarheid aan de start van de werkzaamheden gegeven, om geen slapende honden wakker te maken. De beslissing was echter, in nauw overleg met de stad Brussel, eerder al genomen. Ik wil trouwens burgemeester Close bedanken, die, in samenwerking met de politie, het project heeft voorbereid.

Tijdens het eerste weekend was er inderdaad wat hinder, omdat de Belliardstraat aan beide kanten een nieuwe asfaltlaag moest krijgen. Het asfalt dat er lag, was in slechte staat, waardoor het niet veilig was om er te fietsen. Die herasfaltering moest in één keer gebeuren. Het was daarbij noodzakelijk om de integrale Belliardstraat af te sluiten, met inbegrip van de zijstraten. Daardoor is er hinder ontstaan. Zondagavond om 22.00 uur konden alle straten evenwel opnieuw worden opengesteld en waren de vijf rijvakken weer beschikbaar.

Komend weekend worden de markeringen voor het fietspad aangebracht en tijdens het daaropvolgende weekend worden 's nachts de betonblokken geplaatst om de Belliardstraat van vijf naar vier rijvakken terug te brengen. Het gaat om een zeer lange straat. Ik laat betonblokken plaatsen omdat ik het fietspad volwaardig wil beveiligen. De fietspaden lopen in twee richtingen, hetgeen inhoudt dat een van beide tegen de rijrichting ingaat. De fietsers die daarvan gebruikmaken, moeten tegen het autoverkeer worden beschermd.

Ik beseft dat de voetpaden op de Belliardstraat niet in goede staat zijn, maar de heraanleg daarvan zal op een ander tijdstip gebeuren. Als we de voetpaden opnieuw willen aanleggen, moet meteen de hele Belliardstraat worden heraangelegd.

Met de fietspaden loopt er een proefproject van twee jaar. Dat kan gebeuren zonder vergunning. Het spreekt echter voor zich dat, mocht ik ook van de volgende regering deel uitmaken, ik werk zal maken van de aanleg van definitieve fietspaden in de Belliardstraat. Ik wil zelfs nog verder gaan. Nu werd er beslist om één rijvak te schrappen om de fietspaden te kunnen aanleggen. Dat maakt het mogelijk om de Belliardstraat definitief op die manier heraan te leggen. Maar eigenlijk vind ik dat de Wetstraat en de Belliardstraat nog maar drie rijvakken zouden mogen tellen.

[139]

Het is immers niet meer van deze tijd om in het centrum van de stad een soort stadssnelweg te hebben die zelfs breder is dan een echte autosnelweg. In de buitenlandse pers staan de Belliardstraat en de Wetstraat te boek als 'autoriole' en vraagt men zich af hoe zoiets mogelijk is in het centrum van Europa.

Er moet dan ook dringend een nieuw project komen. Ik ga ervan uit dat ik dat samen met de minister-president zal dragen. We denken aan een totaal nieuw project, voor zowel de Wet- als de Belliardstraat, met brede, vrijliggende fietspaden, zo mogelijk met bomen omzoomd. Beide straten moeten echt dringend worden heringericht. Nu zuigen ze auto's aan, wat dan weer problemen op de Kleine Ring veroorzaakt. Dat is niet meer van deze tijd. Voorlopig gaat het om een project dat twee jaar duurt, wat ons de tijd geeft om het resultaat goed te bekijken.

We hebben een en ander uiteraard berekend en de modellen tonen aan dat het kan. Een bijkomende voorwaarde was wel dat de verkeerslichten een andere afstelling moesten krijgen. Dat zal ook gebeuren, waardoor de Belliardstraat een groene golf krijgt. Specialisten hebben de aanpassing gedaan.

Ongetwijfeld leest ook u Bruzz. De Facebookpagina van Bruzz krijgt normaal gezien tussen de 5 en 40 likes per bericht, uitzonderlijk eens 75 likes. Het artikel hierover heeft meer dan 1.000 likes. Dat toont aan dat wij met de regering-Vervoort II, met mij als minister van Mobiliteit, een mentaliteitswijziging inzake mobiliteit hebben teweeggebracht. Er wordt onderschat wat deze regering allemaal heeft betekend voor de mentaliteitsvorming in het Brussels Gewest. In de nieuwe richtschema's krijgt de auto minder plaats en is er in een prominentere plek voor mensen en fietsen voorzien.

Mijnheer de voorzitter, het moet ongetwijfeld ook u plezieren om te zien hoe het Brussels Gewest evolueert

naar een mensvriendelijke stad. Dat was het uitgangspunt bij het begin van uw carrière en ik ben dan ook bijzonder blij dat deze regering dat heeft kunnen teweeg brengen.

[141]

De heer Paul Delva (CD&V).- Ik twijfel er niet aan dat deze regering het werk van de vorige regeringen heeft voortgezet.

Er komt dus een groene golf in de Belliardstraat. Vanaf wanneer zal dat het geval zijn?

Ik begrijp dat de voetpaden pas tijdens de tweede fase onder handen worden genomen. We moeten natuurlijk investeren in fietspaden, maar het is daarnaast hoog tijd dat we ook de voetpaden breder en veiliger maken. Ook dat is immers belangrijk voor een moderne en leefbare stad.

[143]

ACTUALITEITSVRAAG VAN DE HEER JOHAN VAN DEN DRIESSCHE

AAN DE HEER RUDI VERVOORT, MINISTER-PRESIDENT VAN DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING, BELAST MET PLAATSELIJKE BESTUREN, TERRITORIALE ONTWIKKELING, STEDELIJK BELEID, MONUMENTEN EN LANDSCHAPPEN, STUDENTENAANGELEGENHEDEN, TOERISME, OPENBAAR AMBT, WETENSCHAPPELIJK ONDERZOEK EN OPENBARE NETHEID,

EN AAN DE HEER GUY VANHENGEL, MINISTER VAN DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING, BELAST MET FINANCIËN, BEGROTING, EXTERNE BETREKKINGEN EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING,

betreffende "het verzet van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om een mandaat aan de Europese Unie te geven om met de Verenigde Staten over een nieuw handelsverdrag te onderhandelen".

[145]

De heer Johan Van den Driessche (N-VA).- Het verbaast me dat ik als enige in het parlement een vraag stel over de onderhandelingen tussen de Europese Unie en de Verenigde Staten, terwijl we ons toch zorgen over die materie moeten maken. Blijkbaar vinden de andere politieke fracties die niet belangrijk.

Het komt erop neer dat twee landen dwarsliggen: Frankrijk en, tot mijn grote verbijstering, België. De onthouding van België om de Europese Unie een mandaat te geven om te onderhandelen, kwam er mede door het negatieve advies van de Brusselse regering.

Dat verbijstert me, te meer omdat de Brusselse regering zich tijdens het overleg op het Belgische niveau van 28 maart zich onthield om een standpunt in te nemen en pas de dag voor de Europese beslissing op het programma stond, de Belgische instanties informeerde over het feit dat ze dwars zou liggen.

Waarom doet de Brusselse regering dat? We moeten immers beseffen dat Brussel de hoofdstad van Europa is en dat het om een belangrijke economische aangelegenheid gaat.

Heeft de Brusselse regering de beslissing unaniem genomen?

[147]

De heer Rudi Vervoort, minister-president.- Uw vraag gaat over de goedkeuring van mandaten om met de Verenigde Staten van Amerika te onderhandelen over een akkoord inzake de afschaffing van douanerechten op industriële producten en over een akkoord inzake de conformiteitsbeoordeling.

Vertegenwoordigers van mijn kabinet maakten meermaals het voorbehoud van de Brusselse regering kenbaar op de interfederale coördinatievergaderingen van de directie-generaal Europese Zaken van de FOD Buitenlandse Zaken, namelijk op 19 februari, 19 maart en 28 maart 2019.

Het voorbehoud heeft te maken met het feit dat er onderhandelingen zullen worden aangeknoopt met een land dat niet deelneemt aan het akkoord van Parijs. De Franse gemeenschapsregering had gelijkaardige bezwaren. Het gaat niet zozeer om een erkend standpunt van de Brusselse regering, als wel om een aantal punten van kritiek. De Raad van de Europese Unie neemt dat soort beslissingen immers op grond van een consensus.

Naar aanleiding van het voorbehoud heeft de Belgische Staat ervoor gepleit om een aantal bijkomende voorwaarden toe te voegen aan de onderhandelingsmandaten. Het gaat onder meer om de uitvoering van een impactstudie over de economische, sociale en milieuaspecten.

[151]

Net zoals bij het Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA), waarover het Hof van Justitie van de Europese Unie vanochtend een advies heeft uitgebracht, pleiten wij ervoor om stappen te zetten naar een handelsbeleid met meer aandacht voor duurzame ontwikkeling. Principieel konden wij er niet mee instemmen om steun te verlenen aan de start van onderhandelingen met een land dat weigert de klimaatverbintenissen van het akkoord van Parijs na te leven. Op die manier wilden we een volgens mij gevaarlijk precedent vermijden.

De goedkeuring van de mandaten voor de Raad van de Europese Unie kwam opnieuw in de actualiteit, toen Frankrijk, dat zich tijdens de vergadering van het Comité van Permanente Vertegenwoordigers (Coreper) van 11 april achter de consensus had geschaard, op 12 april aangaf dat het de goedkeuring van de mandaten ter stemming aan de Raad van de Europese Unie wou voorleggen tijdens de vergadering van de Raad Landbouw en Visserij die op 15 april was gepland. Het gaf ook te kennen dat het de intentie had om de beslissing van de Raad van de Europese Unie, waardoor de onderhandelingen konden starten, te verwerpen.

De directie-generaal Europese Zaken en Coördinatie (DGE) startte onmiddellijk een procedure tot stilzwijgende aanvaarding, met de vermelding dat België de mandaten zou goedkeuren, behoudens tegenspraak vanwege de deelstaten voor 15 april 's morgens. De regering van de Federatie Wallonië-Brussel was de eerste om haar verzet tegen de geplande mandaten kenbaar te maken, met de eis dat België zou stemmen tegen de beslissing van de Raad van de Europese Unie die aanleiding zou geven tot de start van de onderhandelingen.

Ten gevolge van het verbreken van het stilzwijgen bracht mijn kabinet het standpunt van het Brussels Gewest in herinnering en gaf daarbij aan dat, gelet op het herhaaldelijk geformuleerde voorbehoud van de Federatie Wallonië-Brussel en het Brussels Gewest en gelet op de vraag van Frankrijk naar een stemming, ons gewest niet akkoord kan gaan met een goedkeuring van de ontwerpmandaten om de onderhandelingen met de Verenigde Staten te openen.

[153]

Ik heb vervolgens vernomen dat de Waalse gewestelijke regering in extremis eveneens voorbehoud heeft aangetekend bij monde van haar minister van Landbouw, die aanwezig was op de Raad Landbouw en Visserij van 15 april.

Ten gevolge van het verzet van de Federatie Wallonië-Brussel en het voorbehoud geformuleerd door het Brussels en het Waals Gewest, blijft er voor België maar één mogelijkheid over, namelijk onthouding.

[155]

De heer Johan Van den Driessche (N-VA).- Is dat een beslissing van de regering?

[157]

De heer Rudi Vervoort, minister-president.- Het is een gezamenlijk antwoord, maar het gaat niet om een beslissing van de regering.

[159]

De heer Johan Van den Driessche (N-VA).- Het is tekenend dat de regering haar verantwoordelijkheid niet neemt in deze belangrijke aangelegenheid. Misschien ligt de oorzaak wel bij de procedure. Hoe dan ook, is er een belangrijke impact op het Brussels Gewest. Ik ben eigenlijk zeer ontgoocheld en zelfs verbijsterd.

De Belgische export is de basis van onze rijkdom. Het is verbijsterend dat u zo lang hebt gewacht om uw standpunt te formuleren. Ik heb de verslagen van 28 maart gelezen en toen hebt u niet gezegd dat u ertegen was. De Brusselse afvaardiging heeft haar mening niet gegeven. Dat is een belangrijk verschil. Pas op het laatste moment werd het geweer van schouder veranderd.

Gisteren hoorde ik de viceminister-president nog betogen dat een van de belangrijke pijlers van het Brussels Gewest de internationale rol van de stad is, alsook het feit dat Brussel de hoofdstad van Europa is. Ik merk daar niets van bij u, uw kabinet of de regering. Met een dergelijk standpunt gedraagt u zich niet als de minister-president van de hoofdstad van Europa. U stelt zich zelfs haast op als vertegenwoordiger van de hoofdstad van Rusland, want u speelt in de kaart van de tegenstanders van de vrije economie!

[161]

QUESTION D'ACTUALITÉ DE M. JULIEN UYTTENDAELE

À MME CÉLINE FREMAULT, MINISTRE DU GOUVERNEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, CHARGÉE DU LOGEMENT, DE LA QUALITÉ DE VIE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ÉNERGIE,

concernant "le bilan régional et les nouveaux projets concernant la rénovation des logements sociaux".

[163]

M. Julien Uyttendaele (PS).- On a pu lire dans la presse aujourd'hui que la Ville de Bruxelles allait consacrer 37 millions d'euros à l'isolation de son parc de logements sociaux. Ce ne sera pas suffisant pour isoler l'ensemble du parc, et la Ville de Bruxelles a donc décidé de demander à la Banque européenne d'investissement (BEI) un crédit - également de 37 millions d'euros - complémentaire au montant qu'elle

réservera à ces travaux.

C'est une très bonne nouvelle, avant tout pour les locataires, qui vont pouvoir économiser jusqu'à 1.200 euros par an sur leur consommation d'énergie, mais aussi pour la qualité de l'air et, plus globalement, pour l'environnement à Bruxelles.

Au niveau plus large de la Région, d'autres communes ou d'autres sociétés immobilières de service public (SISP) ont-elles démarré des programmes similaires ?

Comme nous sommes en fin de législature, pourriez-vous également faire le point sur la rénovation des logements sociaux en Région de Bruxelles-Capitale ? Combien de logements ont été rénovés ? Et combien ont réintégré le parc locatif ?

[165]

Mme Céline Fremault, ministre.- Avant de répondre à votre question, il me paraît utile de préciser qu'aucun gouvernement bruxellois avant celui-ci n'avait rassemblé autant de moyens financiers en vue de rénover l'ensemble des logements sociaux. À ma demande et grâce au travail de l'ensemble des membres du gouvernement, 390 millions d'euros ont été dégagés au cours de cette législature : d'abord 54 millions d'euros en 2016, puis 300 millions d'euros en 2017 dans le cadre d'un plan quadriennal 2018-2021 et, enfin, 42 millions d'euros complémentaires inscrits en décembre 2018, destinés notamment à la réalisation d'opérations au niveau des extincteurs.

Depuis 2002, un milliard d'euros a ainsi été consacré aux rénovations des logements sociaux à Bruxelles. Cela témoigne de l'ambition de ce présent gouvernement en la matière.

Dès le début de la législature, je me suis interrogée sur la manière d'accélérer la rénovation des logements sociaux. Un colloque a d'ailleurs été organisé sur le sujet. La Société du logement de la Région de Bruxelles-Capitale (SLRB) suit avec beaucoup de méthode l'état d'avancement des rénovations sur l'ensemble du parc social bruxellois, et de nouvelles pistes ont été explorées afin d'accélérer les chantiers.

Ainsi, j'évoquerai la réalisation d'études préliminaires de faisabilité pour les sociétés immobilières de service public (SISP) qui ont permis d'accélérer de dix mois les procédures de rénovation.

De même, comme évoqué à plusieurs reprises en Commission du logement, des opérations-tiroirs vont débiter, notamment sur le site du Peterbos à Anderlecht. Celles-ci déboucheront sur la création de pavillons modulaires qui permettront d'accélérer la rénovation du patrimoine et, surtout, de favoriser le maintien des locataires dans leur quartier le temps de la rénovation, pour respecter la demande récurrente des habitants de logements sociaux, soucieux de ne pas perdre leurs marques.

Vous m'interrogez plus spécifiquement sur l'initiative de la Ville de Bruxelles et la possibilité évoquée de faire appel à la Banque européenne d'investissement (BEI).

[167]

Vous connaissez tous le mode de fonctionnement de la SLRB : elle exerce un pouvoir de tutelle sur les différentes SISP et octroie crédits et subventions.

Vis-à-vis des organismes externes, l'article 70 du Code bruxellois du logement établit que, sans l'autorisation

de la SLRB, les SISP ne peuvent emprunter auprès de tiers ou contracter toute opération de nature à obérer leur situation financière. En cas de demande, la SLRB va statuer dans les 90 jours. En cas de refus, un recours peut être introduit auprès du gouvernement.

Par le passé, certaines SISP ont demandé à la SLRB de recourir à la BEI. Or le conseil d'administration de la SLRB n'a jamais marqué son accord parce que les arguments avancés par les SISP étaient liés à la consolidation de l'opération par rapport aux normes SEC. Renseignement pris à ce jour auprès de la SLRB, ni le Logement bruxellois ni le Foyer bruxellois n'ont introduit actuellement de demande d'autorisation pour recourir à la BEI.

Vous m'interrogez également sur le nombre de logements sociaux rénovés au cours de cette législature. Plus de 1.000 unités ont été complètement rénovées et remises en location. Le rythme a donc été accéléré et j'imagine que nous sommes sans doute entrés dans un cercle vertueux grâce à cette possibilité d'avoir non seulement des logements modulaires mais aussi l'étude de préfaisabilité, qui permet de gagner dix mois. J'ai bon espoir que, dans les années à venir, ce type d'opération pourra être renouvelé et, partant, qu'il sera possible de récolter des résultats beaucoup plus importants.

Enfin, à la suite de l'accord climat conclu en décembre 2015 dit de "burden sharing" et matérialisé sous la forme de divers outils législatifs, la Région bruxelloise a reçu 80 millions d'euros. De ce montant, 20 millions sont partis dans les programmes SolarClick et NRClick et 10 millions ont été consacrés au secteur du logement social, pour lesquels des conventions ont été passées avec la SLRB.

[169]

M. Julien Uyttendaele (PS).- En effet, nous sommes toujours bloqués en raison des normes SEC. Par contre, nous avons déjà fait preuve de l'ingéniosité nécessaire pour neutraliser ces décisions budgétaires.

Ne faudrait-il pas, pour ce type de rénovation, neutraliser budgétairement ces investissements au niveau des normes SEC ? Dans la mesure où nous nous trouvons dans une logique vertueuse et où nous pouvons compter tant sur l'aide des autorités communales que sur celle de la BEI, cette question mériterait d'être posée lors de la prochaine législature.

- La séance est suspendue à 15h13.

[101]

- La séance est reprise à 17h05.

[105]

NAAMSTEMMINGEN

[107]

De heer Johan Van den Driessche (N-VA).- Er volgen nu enorm veel stemmingen. Kunt u daarom telkens het documentnummer vermelden? Zo vermijden we dat er verwarring ontstaat wanneer u niet alles in beide talen zegt.

De voorzitter.- Dat zal ik doen.

[113]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het geheel van het voorstel van resolutie ter bestrijding van ongewenst seksueel gedrag in de openbare ruimte, en in het bijzonder op het openbaar vervoer (nr. A-860/1 – 2018/2019).

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 1

76 leden zijn aanwezig.

76 antwoorden ja.

Bijgevolg neemt het parlement het voorstel van resolutie aan.

Het voorstel van resolutie van mevrouw Viviane Teitelbaum, mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel en de heer David Weytsman ter bestrijding van ongewenste intimiteiten in het openbaar vervoer (nrs. A-696/1 en 2 – 2017/2018) wordt dus doelloos.

[115]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het geheel van het voorstel van resolutie ertoe strekkende de “autoloze dagen” in te zetten als middel in de strijd tegen de luchtverontreiniging (nrs. A-444/1 en 2 – 2016/2017).

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 2

77 leden zijn aanwezig.

61 antwoorden ja.

11 antwoorden neen.

5 onthouden zich.

Bijgevolg neemt het parlement het voorstel van resolutie aan.

[117]

De voorzitter.- De leden die zich hebben onthouden, wordt verzocht de redenen van hun onthouding mee te delen.

Mevrouw Els Ampe (Open Vld).- Ik wil mijn onthouding even toelichten. Ik ben uiteraard voorstander van een tweede autoloze dag, maar ik vind het bijzonder jammer dat de indieners van dit voorstel, met name Groen en Ecolo, het amendement van de Open Vld om dit voorstel te koppelen aan de uitbreiding van de metro, niet hebben willen steunen. De Open Vld pleit resoluut voor een uitbreiding van de metro en het is

jammer dat de indieners van dit voorstel ons daarin niet volgen. Toch heeft de rest van mijn fractie dit voorstel goedgekeurd omdat we achter het idee van een tweede autoloze dag staan.

[121]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het geheel van het ontwerp van ordonnantie houdende instemming met het Verdrag betreffende de Aziatische Infrastructuurinvesteringsbank, evenals het verslag, gedaan te Beijing op 29 juni 2015 (nrs. A-835/1 en 2 – 2018/2019).

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 3

79 leden zijn aanwezig.

65 antwoorden ja.

14 onthouden zich.

Bijgevolg neemt het parlement het ontwerp van ordonnantie aan. Het zal ter bekrachtiging aan de regering worden voorgelegd.

[123]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het geheel van het voorstel van resolutie betreffende het toekennen van vrouwennamen in de openbare ruimte (nrs. A-716/1 en 2 – 2017/2018).

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 4

77 leden zijn aanwezig.

76 antwoorden ja.

1 onthoudt zich.

Bijgevolg neemt het parlement het voorstel van resolutie aan.

(Applaus)

[127]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het geheel van het ontwerp van ordonnantie houdende het beheer en de bescherming van onbevaarbare waterlopen en vijvers (nrs. A-795/1 en 2 – 2018/2019).

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 5

14

80 leden zijn aanwezig.

80 antwoorden ja.

Bijgevolg neemt het parlement het ontwerp van ordonnantie aan. Het zal ter bekrachtiging aan de regering worden voorgelegd.

[129]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het geheel van het ontwerp van ordonnantie houdende goedkeuring van de algemene rekening en eindregeling van de begroting van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën voor het jaar 2014 (nrs. A-796/1 en 2 – 2018/2019).

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 6

80 leden zijn aanwezig.

72 antwoorden ja.

4 antwoorden neen.

4 onthouden zich.

Bijgevolg neemt het parlement het ontwerp van ordonnantie aan. Het zal ter bekrachtiging aan de regering worden voorgelegd.

[131]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het geheel van het ontwerp van ordonnantie houdende goedkeuring van de algemene rekening en eindregeling van de begroting van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën voor het jaar 2015 (nrs. A-797/1 en 2 – 2018/2019).

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 7

80 leden zijn aanwezig.

72 antwoorden ja.

4 antwoorden neen.

4 onthouden zich.

Bijgevolg neemt het parlement het ontwerp van ordonnantie aan. Het zal ter bekrachtiging aan de regering worden voorgelegd.

[133]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het geheel van het ontwerp van ordonnantie houdende goedkeuring van de algemene rekening en eindregeling van de begroting van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën voor het jaar 2016 (nrs. A-798/1 en 2 – 2018/2019).

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 8

80 leden zijn aanwezig.

72 antwoorden ja.

4 antwoorden neen.

4 onthouden zich.

Bijgevolg neemt het parlement het ontwerp van ordonnantie aan. Het zal ter bekrachtiging aan de regering worden voorgelegd.

[135]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het geheel van het ontwerp van ordonnantie houdende goedkeuring van de algemene rekening en eindregeling van de begroting van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën voor het jaar 2017 (nrs. A-799/1 en 2 – 2018/2019).

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 9

80 leden zijn aanwezig.

72 antwoorden ja.

4 antwoorden neen.

4 onthouden zich.

Bijgevolg neemt het parlement het ontwerp van ordonnantie aan. Het zal ter bekrachtiging aan de regering worden voorgelegd.

[137]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het geheel van het ontwerp van ordonnantie houdende goedkeuring van de algemene rekening en eindregeling van de begroting van visit.brussels voor het jaar 2016 (nrs. A-832/1 en 2 – 2018/2019).

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 10

80 leden zijn aanwezig.

72 antwoorden ja.

4 antwoorden neen.

4 onthouden zich.

Bijgevolg neemt het parlement het ontwerp van ordonnantie aan. Het zal ter bekrachtiging aan de regering worden voorgelegd.

[139]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het geheel van het ontwerp van ordonnantie houdende goedkeuring van de algemene rekening en eindregeling van de begroting van visit.brussels voor het jaar 2017 (nrs. A-833/1 en 2 – 2018/2019).

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 11

80 leden zijn aanwezig.

72 antwoorden ja.

4 antwoorden neen.

4 onthouden zich.

Bijgevolg neemt het parlement het ontwerp van ordonnantie aan. Het zal ter bekrachtiging aan de regering worden voorgelegd.

[141]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het geheel van het ontwerp van ordonnantie in verband met het Schoolcontract (nrs. A-840/1 en 2 – 2018/2019).

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 12

80 leden zijn aanwezig.

75 antwoorden ja.

4 antwoorden neen.

1 onthoudt zich.

Bijgevolg neemt het parlement het ontwerp van ordonnantie aan. Het zal ter bekrachtiging aan de regering worden voorgelegd.

[145]

Les membres qui se sont abstenus sont invités à faire connaître les motifs de leur abstention.

Mme Claire Geraets (PTB*PVDA-GO!).- On peut souligner l'aspect positif de ce contrat qui doit créer un lien entre une école et son quartier et permettre, après les cours, l'accès aux installations scolaires par les associations, les clubs de sport, etc. L'aspect négatif est que l'on passe par une sorte d'appel à projets ; c'est une manière de ne pas organiser les choses soi-même et de s'en remettre aux bonnes volontés, y compris privées, puisque, dans notre pays, de nombreux pouvoirs organisateurs sont des asbl. Cela signifie qu'une institution publique va financer de manière équivalente des projets émanant d'écoles publiques et d'autres issus de l'enseignement libre.

M. le président.- Nous en prenons acte.

[149]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het geheel van het ontwerp van ordonnantie houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 21 maart 2019 tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ter versterking van de samenwerking inzake statistiek en houdende aanwijzing van de gewestelijke statistische autoriteit tot statistische autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie (nrs. A-841/1 en 2 – 2018/2019).

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 13

79 leden zijn aanwezig.

79 antwoorden ja.

Bijgevolg neemt het parlement het ontwerp van ordonnantie aan. Het zal ter bekrachtiging aan de regering worden voorgelegd.

[153]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het geheel van het voorstel van resolutie betreffende de preventie van de impact van de hormoonverstoorders op de menselijke gezondheid en het milieu (nrs. A-733/1 en 2 – 2018/2019).

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 14

79 leden zijn aanwezig.

79 antwoorden ja.

Bijgevolg neemt het parlement het voorstel van resolutie aan.

[157]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het besluit van de commissie tot verwerping van het voorstel van resolutie van de heer Arnaud Pinxteren, mevrouw Evelyne Huytebroeck en mevrouw Annemie Maes ter ondersteuning van de vergroening van de gemeenten (nrs. A-731/1 en 2 – 2017/2018) – (Toepassing van artikel 91.4 van het reglement).

Wij gaan over tot de stemming over het besluit van de commissie.

Zij die er voorstander van zijn dat het voorstel van resolutie wordt verworpen, stemmen ja omdat de commissie in haar besluit voorstelt dat het wordt verworpen.

UITSLAG VAN DE STEMMING 15

79 leden zijn aanwezig.

46 antwoorden ja.

33 antwoorden neen.

Bijgevolg neemt het parlement het besluit van de commissie strekkende tot het verwerpen van het voorstel van resolutie aan.

[161]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het geheel van het voorstel van resolutie om de geplande veroudering tegen te gaan en het milieu te beschermen (nrs. A-770/1 en 2 – 2017/2018).

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 16

80 leden zijn aanwezig.

65 antwoorden ja.

15 onthouden zich.

Bijgevolg neemt het parlement het voorstel van resolutie aan.

[165]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het geheel van het voorstel van gezamenlijk decreet en ordonnantie met betrekking tot de Brusselse ombudsman (nrs. A-744/1 en 2 – 2018/2019).

Ik herinner u eraan dat het voorstel bij dubbele meerderheid moet worden aangenomen.

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 17

81 leden zijn aanwezig.

64 antwoorden ja in de Franse taalgroep.

13 antwoorden ja in de Nederlandse taalgroep.

4 onthouden zich.

Bijgevolg neemt het parlement het voorstel van gezamenlijk decreet en ordonnantie aan. Het zal ter bekrachtiging aan de regering worden voorgelegd.

[169]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het geheel van het ontwerp van ordonnantie houdende goedkeuring van de algemene rekening en eindregeling van de begroting van Actiris voor het jaar 2014 (nrs. A-823/1 en 2 – 2018/2019).

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 18

81 leden zijn aanwezig.

73 antwoorden ja.

4 antwoorden neen.

4 onthouden zich.

Bijgevolg neemt het parlement het ontwerp van ordonnantie aan. Het zal ter bekrachtiging aan de regering worden voorgelegd.

[173]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het geheel van het ontwerp van ordonnantie houdende goedkeuring van de algemene rekening en eindregeling van de begroting van Actiris voor het jaar 2015 (nrs. A-824/1 en 2 – 2018/2019).

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 19

81 leden zijn aanwezig.

73 antwoorden ja.

4 antwoorden neen.

4 onthouden zich.

Bijgevolg neemt het parlement het ontwerp van ordonnantie aan. Het zal ter bekrachtiging aan de regering worden voorgelegd.

[177]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het geheel van het ontwerp van ordonnantie houdende goedkeuring van de algemene rekening en eindregeling van de begroting van Actiris voor het jaar 2016 (nrs. A-825/1 en 2 – 2018/2019).

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 20

81 leden zijn aanwezig.

73 antwoorden ja.

4 antwoorden neen.

4 onthouden zich.

Bijgevolg neemt het parlement het ontwerp van ordonnantie aan. Het zal ter bekrachtiging aan de regering worden voorgelegd.

[181]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het geheel van het ontwerp van ordonnantie houdende goedkeuring van de algemene rekening en eindregeling van de begroting van Actiris voor het jaar 2017 (nrs. A-826/1 en 2 – 2018/2019).

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 21

81 leden zijn aanwezig.

73 antwoorden ja.

4 antwoorden neen.

4 onthouden zich.

Bijgevolg neemt het parlement het ontwerp van ordonnantie aan. Het zal ter bekrachtiging aan de regering worden voorgelegd.

[185]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het geheel van het voorstel van ordonnantie tot wijziging van artikel 28, § 1, van de ordonnantie van 4 september 2008 betreffende de strijd tegen discriminatie en de gelijke behandeling op het vlak van de tewerkstelling (nrs. A-830/1 en 2 – 2018/2019).

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 22

81 leden zijn aanwezig.

62 antwoorden ja.

1 antwoordt neen.

18 onthouden zich.

Bijgevolg neemt het parlement het voorstel van ordonnantie aan. Het zal ter bekrachtiging aan de regering worden voorgelegd.

[189]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het geheel van het ontwerp van ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid (nrs. A-854/1 en 2 – 2018/2019).

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 23

81 leden zijn aanwezig.

52 antwoorden ja.

4 antwoorden neen.

25 onthouden zich.

Bijgevolg neemt het parlement het ontwerp van ordonnantie aan. Het zal ter bekrachtiging aan de regering worden voorgelegd.

[193]

De leden die zich hebben onthouden, wordt verzocht de redenen van hun onthouding mee te delen.

Mevrouw Annemie Maes (Groen).- We hebben de belangrijke tekst van de regering zeer laat ontvangen. Pas tijdens het paasweekend kregen we de tekst toegestuurd en de daaropvolgende dinsdag moesten we er al over debatteren.

Dat getuigt van weinig respect tegenover de parlementsleden. Het thema is te belangrijk om er zo licht overheen te gaan.

De boodschap voor de volgende regering is dan ook om veel respectvoller om te gaan met het werk van de parlementsleden.

De voorzitter.- De regering neemt akte van uw opmerkingen.

[197]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het geheel van het voorstel van ordonnantie tot wijziging van sommige bepalingen van de ordonnantie van 8 september 1994 tot regeling van de drinkwatervoorziening via het waterleidingnet in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid (nrs. A-786/1 en 2 – 2018/2019).

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 24

81 leden zijn aanwezig.

69 antwoorden ja.

12 onthouden zich.

Bijgevolg neemt het parlement het voorstel van ordonnantie aan. Het zal ter bekrachtiging aan de regering worden voorgelegd.

[201]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het geheel van het voorstel van resolutie betreffende toegang tot water voor iedereen en de strijd tegen waterarmoede in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (nrs. A-867/1 en 2 – 2018/2019).

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 25

82 leden zijn aanwezig.

78 antwoorden ja.

4 onthouden zich.

Bijgevolg neemt het parlement het voorstel van resolutie aan.

[205]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het geheel van het ontwerp van ordonnantie houdende goedkeuring van de algemene rekening en eindregeling van de begroting van de MIVB/CITEO voor het jaar 2016 (nrs. A-855/1 en 2 – 2018/2019).

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 26

82 leden zijn aanwezig.

74 antwoorden ja.

4 antwoorden neen.

4 onthouden zich.

Bijgevolg neemt het parlement het ontwerp van ordonnantie aan. Het zal ter bekrachtiging aan de regering worden voorgelegd.

[209]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het geheel van het ontwerp van ordonnantie houdende goedkeuring van de algemene rekening en eindregeling van de begroting van de MIVB/CITEO voor het jaar 2017 (nrs. A-856/1 en 2 – 2018/2019).

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 27

82 leden zijn aanwezig.

74 antwoorden ja.

4 antwoorden neen.

4 onthouden zich.

Bijgevolg neemt het parlement het ontwerp van ordonnantie aan. Het zal ter bekrachtiging aan de regering worden voorgelegd.

[213]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het geheel van het ontwerp van ordonnantie betreffende de uitbating en de veiligheid van de verkeerstunnels (nrs. A-857/1 en 2 – 2018/2019).

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 28

81 leden zijn aanwezig.

81 antwoorden ja.

Bijgevolg neemt het parlement het ontwerp van ordonnantie aan. Het zal ter bekrachtiging aan de regering worden voorgelegd.

[217]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het geheel van het voorstel van resolutie ter plaatsing van beveiligde infrastructuur voor het kortparkeren van fietsen (nrs. A-831/1 en 2 – 2018/2019).

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 29

81 leden zijn aanwezig.

81 antwoorden ja.

Bijgevolg neemt het parlement het voorstel van resolutie aan.

[221]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het geheel van het voorstel tot wijziging van het reglement van de heren Charles Picqué, Vincent De Wolf, Bruno De Lille, mevrouw Caroline Désir, de heer Emmanuel De Bock, mevrouw Zoé Genot, de heren Benoît Cerexhe en Jef Van Damme (nrs. A-859/1 en 2 – 2018/2019).

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 30

82 leden zijn aanwezig.

61 antwoorden ja in de Franse taalgroep.

13 antwoorden ja in de Nederlandse taalgroep.

8 onthouden zich.

Bijgevolg neemt het parlement het voorstel tot wijziging van het reglement aan.

[225]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over de amendementen, het aangehouden artikel en over het geheel van het voorstel van gezamenlijke ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie tot wijziging van de gezamenlijke ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 14 december 2017 betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen, en de gezamenlijke ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie houdende de oprichting van een Brusselse Deontologische Commissie (nrs. A-858/1 en 2 – 2018/2019).

Ik herinner u eraan dat het voorstel bij dubbele meerderheid moet worden aangenomen.

Artikel 6/1 (nieuw)

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het amendement nr. 2, ingediend door de heer Johan Van den Driessche, mevrouw Liesbet Dhaene en mevrouw Cielte Van Achter.

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 31

80 leden zijn aanwezig.

4 antwoorden ja in de Nederlandse taalgroep.

64 antwoorden neen in de Franse taalgroep.

12 antwoorden neen in de Nederlandse taalgroep.

Bijgevolg wordt amendement nr. 2 verworpen.

[229]

Artikel 8

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het amendement nr. 1, ingediend door de heren Charles Picqué, Vincent De Wolf, Bruno De Lille, mevrouw Caroline Désir, de heer Michel Colson, mevrouw Zoé Genot, de heren Benoît Cerexhe en Jef Van Damme.

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 32

80 leden zijn aanwezig.

63 antwoorden ja in de Franse taalgroep.

13 antwoorden ja in de Nederlandse taalgroep.

4 antwoorden neen in de Nederlandse taalgroep.

Bijgevolg wordt amendement nr. 1 aangenomen.

[233]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het amendement nr. 3, ingediend door de heer Johan Van den Driessche, mevrouw Liesbet Dhaene en mevrouw Cieltje Van Achter.

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 33

81 leden zijn aanwezig.

4 antwoorden ja in de Nederlandse taalgroep.

64 antwoorden neen in de Franse taalgroep.

12 antwoorden neen in de Nederlandse taalgroep.

1 onthoudt zich.

Bijgevolg wordt amendement nr. 3 verworpen.

[237]

M. Willem Draps (MR).- Je constate qu'un membre de ce parlement, présent en séance, ne vote pas. Le règlement n'oblige-t-il pas tout parlementaire présent à émettre un vote ?

M. le président.- Non. Il s'agit alors d'une abstention.

[241]

L'ordre du jour appelle le vote nominatif sur l'article 8.

Il est procédé au vote.

RÉSULTAT DU VOTE 34

82 membres sont présents.

64 répondent oui dans le groupe linguistique français.

13 répondent oui dans le groupe linguistique néerlandais.

4 répondent non dans le groupe linguistique français.

1 s'abstient.

En conséquence, l'article 8 est adopté.

[245]

Artikel 8/1 (nieuw)

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het amendement nr. 4, ingediend door de heer Johan Van den Driessche, mevrouw Liesbet Dhaene en mevrouw Cielkje Van Achter.

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 35

82 leden zijn aanwezig.

4 antwoorden ja in de Nederlandse taalgroep.

65 antwoorden neen in de Franse taalgroep.

13 antwoorden neen in de Nederlandse taalgroep.

Bijgevolg wordt amendement nr. 4 verworpen.

[249]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het geheel van het voorstel van gezamenlijke ordonnantie.

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 36

82 leden zijn aanwezig.

65 antwoorden ja in de Franse taalgroep.

13 antwoorden ja in de Nederlandse taalgroep.

4 onthouden zich.

Bijgevolg neemt het parlement het voorstel van gezamenlijke ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie aan. Het zal ter bekrachtiging aan de regering worden voorgelegd.

[253]

De leden die zich hebben onthouden, wordt verzocht de redenen van hun onthouding mee te delen.

Mevrouw Liesbet Dhaene (N-VA).- De wijzigingsordonnantie bestaat uit twee delen. Wij zijn het volledig eens met de wijziging van de ordonnantie over de transparantie van bezoldigingen. De tweede wijziging betreft evenwel de samenstelling van de deontologische commissie. Die doet afbreuk aan de traditie binnen het Brussels parlement om een commissie aldus samen te stellen dat er binnen een taalgroep bij meerderheid gestemd kan worden. Die traditie garandeert namelijk dat niemand bestraft kan worden door personen die zijn of haar taal niet begrijpen of ze onvoldoende beheersen. Dit kan volgens vaststaande rechtspraak ook gevolgen hebben voor de rechtsgeldigheid van de beslissingen die de deontologische commissie neemt.

Om die reden onthoudt de N-VA zich bij de stemming.

[255]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over de amendementen, de aangehouden artikelen en over het geheel van het ontwerp van gezamenlijk decreet en ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen (nrs. A-862/1 en 2 – 2018/2019).

Ik herinner u eraan dat het voorstel bij dubbele meerderheid moet worden aangenomen.

Artikel 16/1 (nieuw)

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het amendement nr. 2, ingediend door mevrouw Zoé Genot, de heren Bruno De Lille en Vincent De Wolf.

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 37

81 leden zijn aanwezig.

27 antwoorden ja in de Franse taalgroep.

7 antwoorden ja in de Nederlandse taalgroep.

37 antwoorden neen in de Franse taalgroep.

10 antwoorden neen in de Nederlandse taalgroep.

Bijgevolg wordt amendement nr. 2 verworpen.

[259]

Artikel 18

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het amendement nr. 1, ingediend door de heren Emin Özkara, Zahoor Ellahi Manzoor en Mohamed Azzouzi.

[263]

M. Emin Özkara (PS).- Ma collègue s'étonne de ma présence aujourd'hui car je suis couvert par un certificat médical depuis le 8 avril. Je suis assisté par notre collègue, le docteur Manzoor, qui a accepté de m'accompagner toute la journée. Je le remercie vivement.

M. le président, chers collègues, en cette fin de législature qui a été assez "chaude", je souhaite une excellente campagne à tous les démocrates progressistes qui veulent construire Bruxelles ensemble. Bruxelles, capitale de l'Europe, capitale multiculturelle, abrite 184 nationalités. Ces habitants attendent que leurs choix politique, philosophique et religieux soient respectés. C'est la raison pour laquelle la démocratie existe. Certains dans cette assemblée oublient l'origine grecque du mot démocratie : démos, le peuple.

Avant le vote, je tiens à signaler un incident de séance amplement relaté dans la presse récemment et lié au dépôt de mon amendement qui a été cosigné par plusieurs députés. Cet amendement concerne la simplification administrative des demandes des citoyens aux asbl et aux services publics pour des informations d'ordre général.

Ce texte est commun aux trois parlements. Déposé au Parlement francophone bruxellois vendredi dernier, il a été retiré pour des raisons non valables. Il a ensuite été communiqué aux députés qu'il n'était plus possible de le déposer ici. Cette information est manifestement inexacte puisque nous allons procéder au vote !

(Rumeurs)

Puis-je m'exprimer et poursuivre mon discours ? J'ai respecté tout le monde et j'aimerais être respecté également. Je suis un élu de la nation belge, avec mon prénom, mon nom, mes origines et mon histoire, dont je suis fier.

[265]

Deuxièmement, les services du parlement ont été avisés de la fouille, la nuit, de mon bureau durant la semaine de préparation de cet amendement. Une affiche scandaleuse y a été placardée, sur laquelle était inscrit "Toutou de TRansparencia", avec le "TR" en majuscules, allusion à mes origines turques.

La cheffe du groupe socialiste m'accuse dans la presse de propos que je n'ai jamais tenus.

Je tiens à remercier la police militaire et les services, qui font un travail formidable. Je suis certain que le laboratoire identifiera les responsables de cette atteinte à ma personne, à l'intérieur même du parlement, la maison de la démocratie. Je demande donc à la cheffe du groupe socialiste d'arrêter de proférer des propos inexacts dans la presse, dans l'attente des résultats de l'enquête policière.

Des policiers assermentés étaient présents avec moi le jour des faits, ainsi qu'un autre député, le Dr Manzoor, avec son collaborateur. Selon ces personnes et moi-même, ces faits n'ont tout simplement jamais existé.

(Applaudissements de MM. Manzoor et Azzouzi)

[269]

M. Zahoor Ellahi Manzoor (indépendant).- M. Özkara est bel et bien malade et m'a demandé de l'assister en cas de problème de santé, raison de ma présence.

J'aimerais éclaircir deux points. Premièrement, la supposée agression physique de la cheffe de groupe PS, relatée dans la presse, est inexacte. Comme les policiers, j'étais sur les lieux de l'incident et peux donc en témoigner.

Deuxièmement, je souhaite dire, au sujet des trois amendements déposés par Ecolo, MR et Groen afin que le parlement soit garant de l'indépendance de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA), ainsi que sur la nécessité de sanctions administratives pour les autorités récalcitrantes, que M. De Bock avait déposé les trois mêmes amendements en tant que chef de groupe DÉFI au niveau du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Pourtant, par solidarité avec le groupe PS, il s'apprête à voter contre ces amendements qu'il a lui-même votés en d'autres lieux. J'espère donc qu'il remédiera à cette étrange situation et votera en faveur de ces textes, témoignant ainsi de sa légendaire cohérence politique, exemplaire pour chacun d'entre nous.

[271]

De voorzitter.- Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 38

82 leden zijn aanwezig.

7 antwoorden ja in de Franse taalgroep.

4 antwoorden ja in de Nederlandse taalgroep.

37 antwoorden neen in de Franse taalgroep.

10 antwoorden neen in de Nederlandse taalgroep.

24 onthouden zich.

Bijgevolg wordt amendement nr. 1 verworpen.

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het amendement nr. 5, ingediend door de heer Vincent De Wolf, mevrouw Zoé Genot en de heer Bruno De Lille.

[277]

Mme Zoé Genot (Ecolo).- Nous avons clairement soutenu le texte sur la transparence et l'accès aux documents administratifs, puisqu'il améliore la situation. Toutefois, avec MM. De Lille et De Wolf, nous avons déposé trois types d'amendements.

Le premier vise à garantir une plus grande indépendance de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA), en proposant qu'elle ne soit plus désignée par le gouvernement, mais par le parlement.

Le deuxième amendement a pour but d'imposer des astreintes quand une administration ou un organisme refuse de communiquer les documents et de suivre les avis rendus par la CADA. Comme vous vous en

rappelez, au Parlement wallon, MM. Dermagne et Hazée avaient obtenu une modification du texte afin que la CADA puisse réclamer, le cas échéant, des astreintes.

Quant à l'amendement n°5 sur lequel nous allons voter, il prévoit la possibilité d'exiger l'identité et l'adresse du demandeur, mais pas la photo de sa carte d'identité.

[279]

M. le président.- Quelqu'un demande-t-il la parole pour une explication de vote ?

M. Marc-Jean Ghysse (PS).- Je m'aperçois qu'on relance un débat qui a déjà eu lieu. Cela ne contrevient pas à la procédure, mais j'aimerais ne pas laisser les différentes interventions sans réponse.

Je voudrais dire à mon estimé collègue M. Özkara que je me réjouis de l'amélioration de son état de santé. Cependant, contrairement à ce qu'il a affirmé, la législature n'a pas été "chaude". En revanche, elle a été très active. Le gouvernement a travaillé, le parlement a travaillé efficacement, les débats ont été sereins et chacun a pu s'exprimer librement.

En outre, je ne peux accepter la leçon de démocratie, si tant est qu'elle me soit adressée. Je pense, comme l'ensemble de mon groupe, être respectueux des choix de chacun, qu'ils soient vestimentaires, sexuels, politiques ou religieux.

Cependant, la démocratie exige le respect de certaines règles qui, dans un parlement, sont essentielles si l'on veut garantir le débat.

Si l'amendement a été écarté au Parlement francophone bruxellois, c'est pour des raisons de procédure qui ont été expliquées et je fais entièrement confiance aux deux secrétaires généraux de nos parlements. Ce sont des personnes compétentes qui collaborent avec des services compétents. Elles ont une profonde connaissance des fonctionnements démocratique et juridique de nos institutions. Peu m'importe si elles ont un lien de parenté, aucune loi ne s'y oppose. Je trouve malvenu de mettre leur probité en cause.

Les textes ont été discutés en commission où chacun a pu s'exprimer. Le groupe socialiste a fait le choix de ne pas autoriser les demandes anonymes par internet parce que l'expérience nous a appris que certains, cachés derrière de fausses identités, déclenchent des systèmes de rappel automatique de manière à noyer les administrations. La formule nous a donc paru contre-productive.

Je n'interviendrai évidemment pas dans un différend qui me semble personnel et ne concerne donc pas le parlement.

Quant à l'indépendance de la CADA, aux astreintes ou à l'évaluation, je rappellerai que les Pays-Bas ont abandonné le système des astreintes. De plus, nous avons posé une série de questions sur les astreintes qui sont restées sans réponse. Enfin, l'ordonnance prévoit une évaluation au bout d'un an et la possibilité de modifier et d'améliorer les textes pour faciliter leur application.

Enfin, si l'application de l'ordonnance devait engendrer des difficultés, le gouvernement ou les députés peuvent revenir devant cette assemblée pour faire des propositions.

Ce texte me semble donc parfaitement équilibré. On ne peut voir dans le rejet des amendements proposés un déni de démocratie.

Je voterai donc sereinement, à l'instar de l'ensemble de mon groupe, le texte présenté par le gouvernement.

(Applaudissements sur les bancs du PS et de DéFI)

[285]

M. Vincent De Wolf (MR).- J'ai sous les yeux un texte publié, l'année dernière, par M. Ghysse, dans lequel ce dernier affirme : "Je ne le ferai pas tant que ce n'est pas obligatoire." Nous n'avons donc aucune leçon à recevoir de lui en matière de transparence.

(Rumeurs)

M. Marc-Jean Ghysse (PS).- M. le président, je m'estime mis en cause personnellement. Je ne sais pas de quel texte parle de M. De Wolf, ni de quelle publication proviendrait cet extrait.

M. le président.- Restons-en aux amendements. Les questions d'ordre personnel ont été évoquées et clôturées.

M. Zahoor Ellahi Manzoor (indépendant).- Concernant cet amendement, je voudrais rappeler à M. Ghysse que si l'administration n'a pas répondu dans les 30 jours, la CADA peut demander une copie de la carte d'identité avant d'entamer un recours. Cette demande est donc bien prévue et il est dès lors inutile de bloquer le citoyen ou le volet administratif dès le début de la procédure avec pareille demande.

[293]

M. Emmanuel De Bock (DéFI).- Je voudrais apporter quelques précisions. D'abord, les trois amendements qui ont été déposés au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles étaient beaucoup plus exhaustifs que ceux qui sont déposés ici. Ce ne sont donc pas tout à fait les mêmes. J'invite celles et ceux qui souhaitent s'intéresser à la question à consulter les travaux parlementaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles et la justification apportée aux trois amendements déposés.

Pour ce qui concerne la question de l'identité, nous concevons la transparence comme une réciprocité et comme un contrat entre le citoyen et les administrations. À notre sens, la transparence est donc un contrat qui doit se vivre des deux côtés. Si l'administration est transparente, le citoyen doit également l'être son égard. C'est pour cela que nous soutenons le texte tel qu'il a été rédigé par le gouvernement.

Je pense que c'est la meilleure façon de faire la clarté sur les intentions des uns et des autres et de ne pas se cacher derrière de faux profils, beaucoup trop fréquents aujourd'hui, sur les réseaux sociaux notamment. La question est d'une importance qui exige une transparence totale, afin que l'on puisse vivre dans la sérénité, un mot qui a tout son sens aujourd'hui.

(Applaudissements sur les bancs de DéFI)

[299]

De voorzitter.- Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 39

82 leden zijn aanwezig.

27 antwoorden ja in de Franse taalgroep.

7 antwoorden ja in de Nederlandse taalgroep.

38 antwoorden neen in de Franse taalgroep.

10 antwoorden neen in de Nederlandse taalgroep.

Bijgevolg wordt amendement nr. 5 verworpen.

[303]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over artikel 18.

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 40

82 leden zijn aanwezig.

47 antwoorden ja in de Franse taalgroep.

13 antwoorden ja in de Nederlandse taalgroep.

22 onthouden zich.

Bijgevolg wordt artikel 18 aangenomen.

[307]

Artikel 26

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het amendement nr. 3, ingediend door mevrouw Zoé Genot, de heren Bruno De Lille en Vincent De Wolf.

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 41

82 leden zijn aanwezig.

28 antwoorden ja in de Franse taalgroep.

7 antwoorden ja in de Nederlandse taalgroep.

37 antwoorden neen in de Franse taalgroep.

10 antwoorden neen in de Nederlandse taalgroep.

Bijgevolg wordt amendement nr. 3 verworpen.

[311]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over artikel 26.

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 42

82 leden zijn aanwezig.

47 antwoorden ja in de Franse taalgroep.

13 antwoorden ja in de Nederlandse taalgroep.

22 onthouden zich.

Bijgevolg wordt artikel 26 aangenomen.

[315]

Artikel 28

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het amendement nr. 4, ingediend door mevrouw Zoé Genot, de heren Bruno De Lille en Vincent De Wolf.

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 43

82 leden zijn aanwezig.

28 antwoorden ja in de Franse taalgroep.

7 antwoorden ja in de Nederlandse taalgroep.

37 antwoorden neen in de Franse taalgroep.

10 antwoorden neen in de Nederlandse taalgroep.

Bijgevolg wordt amendement nr. 4 verworpen.

[319]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over artikel 28.

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 44

81 leden zijn aanwezig.

46 antwoorden ja in de Franse taalgroep.

13 antwoorden ja in de Nederlandse taalgroep.

22 onthouden zich.

Bijgevolg wordt artikel 28 aangenomen.

[323]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het geheel van het ontwerp van gezamenlijk decreet en ordonnantie.

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 45

82 leden zijn aanwezig.

57 antwoorden ja in de Franse taalgroep.

14 antwoorden ja in de Nederlandse taalgroep.

11 onthouden zich in de Franse taalgroep.

Bijgevolg neemt het parlement het ontwerp van gezamenlijk decreet en ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie aan. Het zal ter bekrachtiging aan de regering worden voorgelegd.

Het voorstel van ordonnantie van mevrouw Zoé Genot, de heren Bruno De Lille, Vincent De Wolf, Emmanuel De Bock, André du Bus de Warnaffe, mevrouw Cieltje Van Achter en mevrouw Françoise De Smedt tot wijziging van de ordonnantie van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur en tot opheffing van de wet van 12 november 1997 wat betreft de Brusselse gemeentelijke overheden (nrs. A-769/1 en 2 – 2018/2019) wordt dus doelloos.

[327]

Les membres qui se sont abstenus sont invités à faire connaître les motifs de leur abstention.

M. Vincent De Wolf (MR).- Vous savez combien mon groupe soutient ce texte sur la transparence. Il y a déjà bien longtemps, nous avons déposé à ce sujet une ordonnance avec le groupe Ecolo. Le gouvernement nous avait fait patienter. C'est finalement in articulo mortis, dans les derniers jours de la législature, que le gouvernement a tenté un passage en force.

Mon groupe a, évidemment, soutenu le texte, puisqu'il permet d'améliorer la transparence. Toutefois, nos trois amendements, qui étaient de nature à rendre le texte plus efficace, plus pertinent, plus rapide et meilleur, ont été rejetés.

C'est pourquoi je me suis abstenu, tandis que mon groupe a voté pour.

[331]

Mevrouw Cieltje Van Achter (N-VA).- De N-VA zal zich ook onthouden, al gaat het met deze hoognodige tekst zeker de goede richting uit. Aan het prille begin van deze regeerperiode vroeg de N-VA al om meer transparantie. Mijn fractie heeft zich daar hard voor ingezet. De N-VA probeerde onder andere de media te halen en druk te zetten op de regering.

Er was natuurlijk al een wetgeving over transparantie, maar de nieuwe regels zijn beter. Het werk is echter nog niet voltooid. De volgende regering en het volgende parlement zullen daar rekening mee moeten houden. Het parlement moet ook druk zetten op de regering om af te dwingen dat zij alle nodige documenten aan het parlement bezorgt en onze vragen beantwoordt. We worden hier namelijk nog te vaak met een kluitje in het riet gestuurd. Dat mogen we tijdens de volgende regeerperiode niet meer aanvaarden.

[335]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het geheel van het voorstel van resolutie om de begraafplaatsen toeristisch te promoten en de begraafplaats van Laken op te nemen in de "European Cemeteries Route" (nrs. A-772/1 en 2 – 2018/2019).

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 46

81 leden zijn aanwezig.

77 antwoorden ja.

4 onthouden zich.

Bijgevolg neemt het parlement het voorstel van resolutie aan.

[339]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het geheel van het voorstel van resolutie betreffende de Afrikaanse cultuurgoederen en patrimoniale goederen en de teruggave van de menselijke resten die zich op het Brussels grondgebied bevinden (nrs. A-785/1 en 2 – 2018/2019).

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 47

81 leden zijn aanwezig.

64 antwoorden ja.

17 onthouden zich.

Bijgevolg neemt het parlement het voorstel van resolutie aan.

[343]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het geheel van het voorstel van ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 2 mei 2013 houdende het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing om vervuiling door stilstaande voertuigen met draaiende motor te verminderen (nrs. A-784/1 en 2 – 2018/2019).

Tot stemming wordt overgegaan.

UTSLAG VAN DE STEMMING 48

81 leden zijn aanwezig.

77 antwoorden ja.

4 antwoorden neen.

Bijgevolg neemt het parlement het voorstel van ordonnantie aan.

[347]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het geheel van de conclusies over de door de commissie voor de Huisvesting uitgevoerde hoorzittingen over de openbare vastgoedmaatschappij "Le Logement molenbeekoïis".

Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring?

[353]

Mevrouw Cieltje Van Achter (N-VA).- De N-VA-fractie stemt tegen de conclusies over le Logement Molenbeekoïis. Vooreerst zijn die ergens in de achterkamertjes van dit parlement tot stand gekomen. Niet alle partijen waren namelijk uitgenodigd om deel te nemen aan de werkgroep. Dat is natuurlijk onaanvaardbaar, zeker als het de bedoeling is om naar meer transparantie te streven. In dat geval zou het namelijk logisch zijn dat iedereen die aan de hoorzitting heeft deelgenomen, ook mag meeschrijven aan de conclusies.

Daarnaast hebben de conclusies niet veel om het lijf. We hebben nog altijd geen rapport van de hoorzitting ontvangen. Tijdens de hoorzitting werden er nochtans sterke uitspraken gedaan. Zo werden er ernstige problemen gesignaleerd met betrekking tot de raad van bestuur van de openbare vastgoedmaatschappij le Logement Molenbeekoïis. De voorstellen die werden gedaan om dit te verhelpen, zoals het aanbieden van opleidingen, volstaan absoluut niet en komen bovendien niet overeen met wat we in de hoorzitting hebben gehoord.

Om die redenen keuren we de conclusies niet goed.

[355]

De voorzitter.- Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 49

82 leden zijn aanwezig.

74 antwoorden ja.

3 antwoorden neen.

5 onthouden zich.

Bijgevolg neemt het parlement de conclusies over de door de commissie voor de Huisvesting uitgevoerde hoorzittingen over de openbare vastgoedmaatschappij "le Logement molenbeekoïis" aan.

[359]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over het gunstig advies zonder voorbehoud betreffende de begrotingswijziging nr. 1 van het boekjaar 2019 van de Franstalige Instelling belast met het beheer van de materiële en financiële belangen van de erkende niet-confessionele levensbeschouwelijke gemeenschappen en erkende centra voor morele dienstverlening van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad (art. 33 van de wet van 21 juni 2002) (nr. A-853/1 – 2018/2019).

Wij gaan over tot de stemming over het gunstig advies zonder voorbehoud, zoals aangenomen door de commissie.

UITSLAG VAN DE STEMMING 50

81 leden zijn aanwezig.

77 antwoorden ja.

4 onthouden zich.

Bijgevolg brengt het parlement een gunstig advies zonder voorbehoud uit over de begrotingswijziging nr. 1 van het boekjaar 2019 van de Franstalige Instelling belast met het beheer van de materiële en financiële belangen van de erkende niet-confessionele levensbeschouwelijke gemeenschappen en erkende centra voor morele dienstverlening van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

[363]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over de wijzigingen aan het personeelsstatuut van de permanente diensten van het parlement.

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 51

82 leden zijn aanwezig.

78 antwoorden ja.

4 antwoorden neen.

De wijzigingen van het personeelsstatuut van de permanente diensten van het parlement worden aangenomen.

[367]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over de moties ingediend tot besluit van de interpellatie van de heer Dominiek Lootens-Stael tot de heer Didier Gosuin, minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp, betreffende “de inrichting van een Brusselse steunzone”.

Twee moties werden ingediend:

Een gemotiveerde motie werd ingediend door de heer Dominiek Lootens-Stael.

De eenvoudige motie wordt door de heer Emmanuel De Bock voorgesteld.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

Tot stemming wordt overgegaan.

UITSLAG VAN DE STEMMING 52

81 leden zijn aanwezig.

77 antwoorden ja.

4 antwoorden neen.

Bijgevolg wordt ze door het parlement aangenomen.

[371]

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over de moties ingediend tot besluit van de interpellatie van de heer Johan Van den Driessche tot de heer Didier Gosuin, minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp, en mevrouw Cécile Jodogne, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Buitenlandse Handel en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp, betreffende “het uiterst gering aantal Britse bedrijven dat zich naar aanleiding van de Brexit in Brussel komt vestigen”.

Twee moties werden ingediend:

Een gemotiveerde motie werd ingediend door de heer Johan Van den Driessche, mevrouw Liesbet Dhaene en mevrouw Cieltje Van Achter.

De eenvoudige motie wordt door de heer Emmanuel De Bock voorgesteld.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

[375]

De heer Johan Van den Driessche (N-VA).- De gemotiveerde motie is opgesteld vanuit de bekommernis dat het Brussels Gewest de voorbije jaren systematisch minder buitenlandse investeringen heeft aangetrokken. Dat is zowel voor het imago als voor de economische gezondheid van het gewest een belangrijke vaststelling.

Zoals u kunt lezen in het document, heeft het Brussels Gewest naar aanleiding van de brexit slechts 3% van de Britse investeringen kunnen aantrekken. De Britse kamer van koophandel stelt dat dat te maken heeft met een gebrekkige welkomstcultuur, in vergelijking met Parijs, Frankfurt, Dublin en Amsterdam. Het consultancybureau Ernst & Young onderzocht de perceptie van de aantrekkelijkheid van Brussel als investeringsregio. Die aantrekkelijkheid daalde tussen 2014 en 2017 van 63 naar 29%. De populariteit voor nieuwe investeringen in België is in de barometer van Ernst & Young gedaald van 74 naar 44%. Ook investeren we minder dan 2% in onderzoek en ontwikkeling, terwijl de Europese norm 3% is. Het mag niet verwonderen dat het Brussels Gewest slechter scoort dan Frankfurt of Parijs, maar dat het slechter scoort dan Amsterdam of Madrid, is alleszins geen goede zaak voor het gewest.

Het standpunt dat de Brusselse regering innam in verband met het handelsakkoord CETA, is ook al geen publiciteit voor de hoofdstad van Europa. We moeten onder ogen durven zien dat het centrum van Europa systematisch wegglijdt van Brussel. Brussel is door de brexit opgeschoven naar de rand van de Europese Unie. De Europese instellingen liggen niet definitief vast en daarvoor moeten we bedacht zijn. De combinatie van al wat er de voorbije jaren is gebeurd, is zeker geen toeval.

Daarom roep ik op om daaraan iets te doen en op een veel ingrijpender wijze werk te maken van het aantrekken van buitenlandse investeringen. Het is tevens een oproep om bij de nieuwe regeringsvorming erop voorbereid te zijn dat wij als gewest en als parlement over de nodige tools en informatie moeten kunnen beschikken om die obstakels fundamenteel weg te werken.

[379]

Aangezien het mijn laatste toespraak in het parlement is, vraag ik nog even uw aandacht. Voor mij is het een afscheid met spijt, maar ook met veel voldoening. Ik vond het heel interessant: het parlementaire werk, de collega's en de contacten, al waren die niet altijd even elegant. De N-VA-fractie heeft met haar jonge, nieuwe ploeg geregeld haar stempel op het debat kunnen drukken.

Laten we ook de band met de andere gewesten opnieuw aanhalen en dan vooral die met Vlaanderen, want die relatie is getroebleerd. Dit gewest vervult een hoofdstedelijke rol en dat is meer dan een symbool: het is hard werken. Het kan als voorbeeld dienen op het vlak van transparantie en goed bestuur en kan ook de twee grote gemeenschappen van het land verbinden.

Bedankt voor de samenwerking, het respect en de sympathie. Veel heeft zich in de wandelgangen afgespeeld, maar dat hoort bij het politieke spel.

Tot slot wil ik de diensten van het parlement en alle medewerkers bedanken. Het ga u allen goed!

(Applaus)

[383]

De voorzitter.- Wij gaan over tot de naamstemming over de eenvoudige motie.

UITSLAG VAN DE STEMMING 53

82 leden zijn aanwezig.

51 antwoorden ja.

31 antwoorden neen.

Bijgevolg wordt ze door het parlement aangenomen.

De voorzitter.- De plenaire vergadering van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement is gesloten.

- *De vergadering wordt gesloten om 18.11 uur.*